

Référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie : le non l'emporte d'une courte tête

Le Monde

Publié le 4 octobre 2020

Les électeurs ont voté à 53,3 % en faveur du maintien de l'archipel dans le giron de la France. Le président Emmanuel Macron a réagi en témoignant de sa « reconnaissance ».

Le non à l'indépendance est arrivé de justesse en tête du référendum organisé en Nouvelle-Calédonie, dimanche 4 octobre, selon les résultats provisoires communiqués par le Haut-Commissariat de la République à Nouméa sur la base de l'intégralité des bureaux de vote. Le non récolte 53,26 % des voix face au oui (46,74 %). Au-delà de son verdict, ce scrutin est également marqué par une forte participation, qui s'élève à 85,64 %.

Près de 181 000 électeurs de cet archipel français, colonisé en 1853, étaient appelés aux urnes pour dire s'ils souhaitaient ou non « *que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante* ».

Un troisième référendum possible

Un premier scrutin avait été organisé le 4 novembre 2018 dans le cadre des accords de Nouméa (1998) ; il avait vu les pro-France l'emporter par 56,7 % des voix. L'écart entre les deux camps s'est donc sensiblement resserré en deux ans, et il n'est désormais que de 9 965 voix, précise-t-on au ministère des outre-mer. Un troisième scrutin pourrait encore théoriquement se tenir d'ici à 2022. « *En tant que chef de l'Etat, j'accueille cette marque de confiance dans la République avec un profond sentiment de reconnaissance. J'accueille également ces résultats avec humilité* », a réagi Emmanuel Macron lors d'une courte allocution, dimanche à 14 heures (heure de Paris) depuis l'Élysée.

Le chef de l'Etat a par ailleurs invité l'archipel à « *se tourner vers l'avenir* ». Et de préciser : « *L'avenir, c'est la dernière étape de l'accord de Nouméa. Un troisième référendum est possible. C'est à vos élus du Congrès d'en décider. L'Etat, fidèle à sa parole, se tient prêt à l'organiser, si tel est leur choix. L'avenir, c'est aussi, avec ou sans référendum, la préparation de la sortie de l'accord de Nouméa en 2022. (...) Nous avons devant nous deux années pour dialoguer et imaginer l'avenir, et pas seulement l'avenir institutionnel.* »

Emmanuel Macron a terminé son intervention en insistant sur les trois défis auquel l'archipel aura à faire face ces prochaines années, selon lui : le défi « *indo-Pacifique, le développement économique et le défi climatique, dont on mesure chaque jour un peu plus combien il est prégnant, urgent* ».

Castex : « Profond respect »

De son côté, le premier ministre, Jean Castex, a confirmé dans un communiqué qu'il allait réunir « *prochainement* » tous les acteurs de la Nouvelle-Calédonie « *disposés à travailler ensemble à la poursuite du processus de dialogue et de paix à l'œuvre depuis trente ans* ».

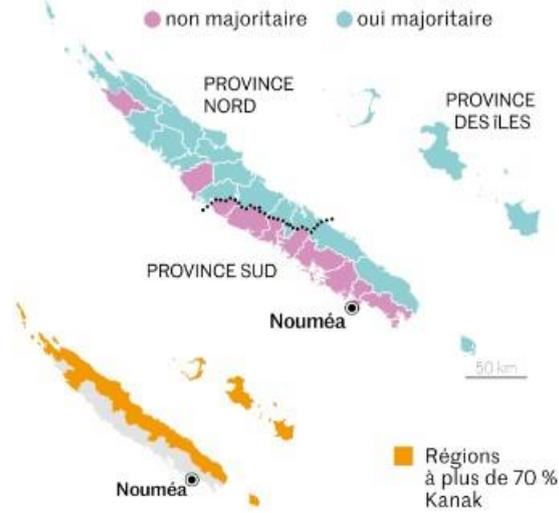
Aux Néo-Calédoniens qui ont voté oui à l'indépendance, le chef du gouvernement adresse « *un message de profond respect* ». Il assure que le gouvernement « *restera fidèle à sa parole : conformément à l'accord de Nouméa, il respectera le choix des élus calédoniens de solliciter, ou non, une troisième consultation* ».

« *Les prochains mois devront permettre d'approfondir les différentes options qui s'offrent à la Nouvelle-Calédonie et d'imaginer concrètement les solutions institutionnelles mais aussi politiques, économiques et sociales sur le chemin du destin commun* », ajoute-t-il.

« Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie
accède à la pleine souveraineté
et devienne indépendante ? »
résultats provisoires, en % des votants



RÉSULTATS PROVISOIRES
EN % DES VOTANTS, PAR COMMUNE



INFOGRAPHIE LE MONDE
SOURCE : NOUVELLE-CALÉDONIE PREMIÈRE

Source : https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/10/04/referendum-en-nouvelle-caledonie-le-non-a-l-independance-en-tete-selon-des-resultats-partiels_6054708_823448.html